

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

CCAP N° PEGOA2024-003

Commun à tous les lots

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des routes nord-ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18 octobre 2024

Objet du marché

Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation de travaux d'entretien et de remplacement des joints de dilatation des ouvrages d'art de la DIR Nord-Ouest

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexes.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	10
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	10
1-6. Dispositions générales.....	10
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	15
1-8 Ordres de service.....	15
1-9. Propriété intellectuelle.....	15
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	15
2-1. Pièces particulières.....	15
2-2. Pièces générales.....	15
2-3. Engagements unilatéraux.....	16
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	16
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	16
3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	16
3-3. Variation dans les prix.....	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	23
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	23
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	24
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	24
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	24
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	24
4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	25
4-4. Autres pénalités.....	26
4-5. Interventions urgentes.....	29
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	30
5-1. Retenue de garantie.....	30
5-2. Avances.....	30
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	30
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	30
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	30
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	31

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	31
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	31
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	31
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	32
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	32
7-4. Piquetage général.....	32
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	32
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	32
8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	33
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	33
8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	34
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	34
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	37
8-6. Registre de chantier.....	37
ARTICLE 9. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	37
9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	37
9-2. Réception.....	37
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	38
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	38
9-5. Documents fournis après exécution.....	38
9-6. Délai de garantie.....	39
9-7. Garanties particulières.....	39
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	40
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	41
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	41

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux d'entretien courant, d'entretien spécialisé ou le renouvellement de joints de dilatation (joint de chaussée et joint de trottoir) sur ouvrage d'art.

Sont exclus du présent marché, les travaux d'entretien et de remplacement de la chaussée.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : ouvrages d'art situés sur le réseau routier national non-concédé, gérés par la DIR Nord-Ouest, décomposé de la façon suivante :

- District Normandie-Centre :
 - Secteur Dreux : RN 154 (27 et 28), RN 10 (37, 41 et 28), RN 12 (28), RN 123 (28), RN 254 (28) et RN 1154 (28) ;
 - Secteur Évreux : RN 12 (27 et 61), RN 13 (27 et 78), RN 154 (27) et RN 1013 (27) ;
- District Manche / Calvados : A 84 (14 et 50), RN 13 (14 et 50), RN 158 (14), RN 174 (50), RN 175 (50), RN 176 (50) et RN 814 (14) ;
- District de Rouen : A 28 (76 et 80), A 150 (76), A 151 (76), RN 27 (76), RN 28 (76), RN 31 (76 et 60), RN 138 (76), RN 338 (76) et RN 1338 (76) et RN 2027 (76).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le chef du Service des Politiques et des Techniques ou son représentant.

Elles sont passées dans les conditions suivantes. Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00. au vendredi 16h00, selon les modalités définies ci-dessous.

Chaque bon de commande (ou OS de notification) précise :

- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;

- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution des travaux (y compris le/les nom du/des ouvrage·s d'art concerné·s) ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- La référence du marché.

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 4 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Joint mécanique sur le district Normandie-Centre
Lot 2	Joint mécanique sur le district Manche-Calvados
Lot 3	Joint mécanique sur le district de Rouen
Lot 4	Joint à revêtement amélioré sur tous les districts

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprend :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR).

La fonction de maîtrise d'œuvre est intégrée. Son organisation peut varier selon les opérations et sera détaillée pour chaque opération. Elle est généralement répartie entre plusieurs services de la DIR Nord-Ouest de la façon détaillée ci-après.

Les éléments de mission suivants :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

Sont assurés par le Service des Politiques et des Techniques, représenté par le Pôle Entretien et Gestion des Ouvrages d'Art. Ils peuvent également être assurés par le Pôle Ouvrages d'Art du Service d'Ingénierie Routière.

Les éléments de mission suivants :

- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR).

Sont assurés soit par le Service des Politiques et des Techniques, représenté par le Pôle Entretien et Gestion des Ouvrages d'Art, soit par le district, avec l'assistance du pôle précédemment cité.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Une mission de contrôle technique pourra être mise en place dans le cadre du contrôle extérieur du maître d'ouvrage. La mission sera définie pour chaque opération le justifiant.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Une mission de coordination en matière de SPS est assurée par un coordinateur SPS qui sera désigné pour chaque opération le justifiant. La mission de coordination SPS ne concerneront que les opérations nécessitant une coactivité.

Il est désigné dans le présent marché sous le nom de « coordinateur SPS ».

Un plan de prévention sera établi par l'exploitant pour les interventions de l'entreprise seule,

sous sa protection.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8 Autres intervenants

Les autres intervenants (le Centre d'Entretien et d'Intervention notamment) seront précisés pour chaque opération.

1-3.9. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par monsieur le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest.

Pour l'assister dans le cadre de ses engagements liés au marché comme pour l'exécution de ce dernier, le RPA s'appuie sur le Service des Politiques et des Techniques (SPT), représenté par son responsable.

Le SPT intervient donc directement dans le cadre des actes ayant un impact sur le programme des travaux, l'enveloppe financière prévisionnelle et les engagements passés par le maître d'œuvre et l'entreprise.

À ce titre, il est chargé de :

1-3.9.1 Au regard de la loi MOP

- De la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- De l'approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- De la préparation du choix de l'entrepreneur, de la signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le pouvoir adjudicateur, et de la gestion du contrat de travaux ;
- Du versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux ;
- De la réception de l'ouvrage.

1-3.9.2 Au regard du CCAG Travaux

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 12.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 13.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 13.4.2) ;

- La réception du décompte général (CCAG art. 13.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- la réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du Code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

1-3.10. Représentation du contrôle, du suivi et de l'exécution du marché (RCSEM)

Le responsable du contrôle, du suivi et de l'exécution du marché (RCSEM) désigné pour cette opération est le chef du Service des Politiques et des Techniques avec l'assistance du Pôle Entretien et Gestion des Ouvrages d'Art.

Les attributions du RCSEM sont les suivantes :

- La signature des ordres de service (article 2 du CCAG) ;
- La notification des décisions du représentant du pouvoir adjudicateur ;
- La réception des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement (article 3.6.1.1 du CCAG) ;
- La réception du projet de décompte mensuel (art 13.1.1 du CCAG) ou de l'état permettant de l'établir ou du message électronique en tenant lieu, et du projet de décompte final (art 13.3.2 du CCAG) ;
- L'établissement de l'état de calcul et de versement des intérêts moratoires ;
- L'envoi de la lettre de suspension du délai de paiement et réception des justifications complémentaires nécessaires au mandatement ;
- L'acceptation ou modification des fiches administratives et financière globales ;
- L'acceptation ou rectification du projet de décompte mensuel fourni par le titulaire (art 13.1.9 du CCAG) ;
- L'établissement de l'état d'acompte mensuel (art 13.2.1 du CCAG) et de l'état du solde (art 13.4.1) ;
- La réception des demandes de paiement des sous-traitants accompagnées des factures, accusé de réception ou récépissé du titulaire ;
- La notification de la copie des factures des sous-traitants au titulaire ;
- La notification des prix provisoires (art 14.4 du CCAG) ;
- La réception de l'avis du titulaire portant la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (art 15.4 du CCAG) ;
- La négociation avec le titulaire des prolongations de délai d'exécution (article 19.2 du CCAG) ;
- La notification des prolongations de délai d'exécution pour causes d'intempéries (art 19.2.3 du CCAG) ;
- La constatation des retards préalables à l'application des pénalités et retenues (art. 20.1 du CCAG) ;

- L'autorisation concernant les matériaux et produits (art. 21 à 26 du CCAG) ;
- Le visa du programme d'exécution (art. 28.2 du CCAG) ;
- L'approbation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail s'il y a lieu (art 29.1 du CCAG) ;
- la réception des vérifications exercées par le titulaire sur les documents fournis par le maître d'œuvre s'il y a lieu (art 31.4 du CCAG) ;
- La mise en œuvre concernant l'inobservation par le titulaire des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité des chantiers et mise en œuvre des mesures d'urgence s'il y a lieu (art. 31.4 du CCAG) ;
- La mise en œuvre concernant l'inobservation par le titulaire des prescriptions relatives à la signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique et mise en œuvre des mesures d'urgence s'il y a lieu (art. 31.6 du CCAG) ;
- La réception des documents fournis après exécution s'il y a lieu (art. 40 du CCAG) ;
- La réception de l'avis concernant la date à laquelle les travaux ont été achevés ou le seront (art. 41.1 du CCAG) ;
- L'initiative des opérations préalables à la réception et proposition des réfections éventuelles (art. 41 du CCAG).

1-3.11. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-4.15 du présent CCAP.

1-4.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-4.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-4.16 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur

rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration

du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-

4.14.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 5 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 10 000 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- La garantie effondrement avant réception ;
- la responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Les dommages immatériels indivisibles consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties

et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 7 du CCAG travaux du 08 septembre 2009, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Le respect des dispositions du Schéma Organisationnel de la GEstion des Déchets (SOGED) ;
- L'établissement d'un bilan de gaz à effet de serre (GES) et d'un bilan déchets.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

- Mise en œuvre de produits nouveaux ou innovants.

Conformément aux dispositions des articles L2194-1, R9124-2 et R9124-3 du CCP, le marché pourra faire alors l'objet d'un avenant à partir d'une proposition de l'entreprise faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires ou modifiées, éventuellement décomposées, rendues nécessaires par ces circonstances.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2-1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Le bordereau des prix ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2-2. Pièces générales

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 1^{er} avril 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes, publications et recommandations telles que listées et définies dans le CCTP.

2-3. Engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- L'offre technique du titulaire ;
- Les décompositions et sous-détails de prix.

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché subséquent ;
- En tenant compte des contraintes d'exécution liées aux modes d'exploitation sous chantier imposés (chantier sous circulation par exemple) ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières en lien avec une pandémie, en particulier celle de la COVID-19 ;
- En tenant compte des contraintes générales environnementales suivantes :
 - L'exiguïté des lieux, notamment pour les ouvrages situés dans un environnement urbain ;
 - Les difficultés d'accès pour certaines parties d'ouvrages,
 - L'exécution et l'entretien de tous les ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation

des travaux prévus au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans le bordereau des prix,

- La protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions et d'une façon générale toutes les mesures nécessaires à la protection de l'environnement,
 - Les contraintes d'accès au chantier depuis les voies publiques,
 - Le nettoyage du chantier et des abords en cours de travaux et nettoyage général en fin de chantier,
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur (distinction entre les déchets d'emballages, les déchets inertes, les déchets industriels spéciaux ou banales) et au schéma d'organisation de gestion et de l'élimination des déchets (SOGED) ;
 - En tenant compte des dépenses liées aux mesures à mettre en œuvre dans le cadre du PAQ et notamment des frais liés à l'organisation de la qualité (contrôle intérieur) que l'entreprise doit mettre en œuvre et des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation de mesures et essais de contrôle en tous genres, que cette réalisation soit assurée par le titulaire ou le maître d'œuvre ;
 - En tenant compte, si nécessaire, de toutes les autorisations administratives à obtenir (arrêté préfectoral lié à la protection de l'environnement, établissement et installation classée, DICT) ;
 - En tenant compte des frais d'occupation temporaire, de location, de redevance et de remise en état des terrains autres que ceux fournis par le maître d'ouvrage et nécessités par les installations de chantier, le logement du personnel, les accès provisoires, les zones de dépôt et de stockage ;
 - En tenant compte de la dispersion des ouvrages sur tout le territoire de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest et conformément à l'allotissement du présent marché ;
 - En tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes permettant de minimiser la gêne à l'utilisateur :
 - La possibilité de prévoir dans son organisation, l'intervention de plusieurs équipes, sur demande du maître d'œuvre, pour respecter les délais indiqués dans les bons de commande ;
 - La possibilité de réaliser concomitamment plusieurs opérations implantées sur tout le territoire de la direction interdépartementale des routes Nord-Ouest et conformément à l'allotissement du présent marché ;
 - La possibilité de coordonner les interventions avec d'autres travaux, extérieurs ou non au présent marché et d'imposer plusieurs phases de travaux successives (travaux par demi-ouvrage par exemple) ;
 - Les opérations ayant un impact sur la circulation devront être programmées au minimum un mois avant le début des travaux ;
 - Des restrictions de la circulation liées aux interdictions de travaux pendant les journées hors chantier définies par arrêtés préfectoraux et étendues à tous les transports de chantier pour ces journées sur l'ensemble des voies publiques ;
 - Pour les travaux réalisés de nuit, du matériel spécifique aux travaux de nuit (éclairage notamment), et si nécessaire, de la redondance de certains matériels pour pouvoir faire face aux défaillances les plus courantes ;
 - De la nécessité de prendre en compte la problématique des travaux sous circulation et notamment les contraintes inhérentes à la mise en place de balisages sur les voies de

circulation ;

- En tenant compte des plages horaires d'intervention pour l'exécution des prestations du présent marché suivantes :
 - De 06h00 à 21h00 pendant la journée, du lundi au vendredi, jours fériés exclus, pour les interventions de jours ;
 - De 21h00 à 06h00 pendant la nuit, du lundi soir au vendredi matin, pour les interventions de nuit ;Ces plages horaires peuvent être réduites en particulier en milieu urbain.
Cette distinction est indépendante des horaires effectifs de balisage.
- En tenant compte, pour les prestations faisant référence à des journées, demi-journées, nuits et demi-nuits de travail que :
 - Une demi-journée s'entend comme une période d'une durée maximale de 4 heures comprise entre 06h00 et 21h00 ;
 - Une journée s'entend comme une période d'une durée maximale de 8 heures comprise entre 06h00 et 21h00 ;
 - Une demi-nuit s'entend comme une période d'une durée maximale de 4 heures comprise entre 21h00 et 06h00 ;
 - Une nuit s'entend comme une période d'une durée maximale de 8 heures comprise entre 21h00 et 06h00.
- En prenant en compte comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - Le nombre de jours de gel à -10° , constaté pendant la période correspondante à la durée du marché subséquent, dans le poste météorologique le plus proche du chantier et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des précipitations, mesurée pendant la période correspondant à la durée du marché subséquent dans le poste météorologique le plus proche du chantier et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée du marché subséquent dans le poste météorologique le plus proche du chantier et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée du marché subséquent dans le poste météorologique le plus proche du chantier et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- En tenant compte que l'entreprise ne bénéficiera d'aucune facilité pour ses installations, et que le pouvoir adjudicateur ne fournira aucune prestation à titre gratuit (exception faite pour la signalisation de chantier dans les conditions précisées dans le présent CCAP) ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux extérieurs au présent marché et notamment les travaux d'entretien (par exemple entretien de la chaussée, de l'assainissement, des équipements, des dépendances...).

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG le maître d'ouvrage fournira ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RPA dans les conditions fixées à l'article 3-5 ci-dessous et à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RPA dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

3-2.5.1 Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux de l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

3-2.5.2 Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Un décompte final doit être établi pour la période ferme et chaque reconduction du marché.

À l'issue de chaque période, si le montant minimum du marché n'est pas atteint, le titulaire a droit à l'indemnisation prévue à l'article 15.2 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dû par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2.6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
ING	Ingénierie
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
1	ING	Du 001a au 002d
	TP02	Du 003a au 305d
2	ING	Du 001a au 002d
	TP02	Du 003a au 305d
3	ING	Du 001a au 002d
	TP02	Du 003a au 305d
4	ING	Du 001a au 002d
	TP02	Du 003a au 306

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente**.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index de chaque lot, défini dans le tableau ci-dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_o$$

La périodicité de la révision est mensuelle avec :

I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Marchés de travaux, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG, le maître d'œuvre peut émettre des ordres de service sur des prix nouveaux sans validation du maître d'ouvrage dans la mesure où le montant des travaux n'est pas dépassé, ceci sous réserve qu'un point d'accostage pour l'opération concernée par le bon de commande soit présenté par le titulaire au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 13.5 et dans le silence du titulaire 30 jours après la notification de l'OS, les prix provisoires deviennent définitifs après notification par ordre de service du maître d'ouvrage.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du bon de commande sans notification d'un OS préalable du maître d'œuvre pris avec accord du maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du bon de commande .

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre.

Conventionnellement seront considérées comme journées d'intempéries :

- Les journées comptées de 08h00 le matin à 8h00 le lendemain matin remplissant l'une des six conditions suivantes :
 - Précipitations cumulées supérieures à 10 mm d'eau pendant la journée (24 heures) ;
 - Hauteur de neige, tombée et cumulée sur 24 heures, supérieure à 10 cm ;
 - Température extérieure sous abri relevée à 8 heures du matin inférieure à 5° Celsius pour les postes bétonnage et – 10° Celsius pour les terrassements ;
 - Vitesse instantanée du vent supérieure à 100 km/h ;
 - Les conditions climatiques de mise en œuvre définies au CCS et constatées par le maître d'œuvre ne sont pas remplies et ont ainsi empêché l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
 - Lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées ci avant, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée.
- Les journées satisfaisant aux conditions ci-dessus ne seront prises en compte comme journées d'intempéries :
 - Les dimanches et jours fériés ou chômés, ne sont pas pris en compte pour la détermination des intempéries ;
 - Le titulaire devra avertir, par écrit, le maître d'œuvre dans les 48 heures de l'existence

d'une journée d'intempérie. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne sont pas prises en compte ;

- Ne seront prises en compte en intempéries par le maître d'œuvre et par atelier, que les journées satisfaisant aux conditions définies ci-dessus, et pour lesquelles le Titulaire pourra fournir la preuve de la nécessité d'arrêt de l'atelier concerné, et démontrer préalablement qu'aucune autre mesure ou disposition particulière ne permettait d'éviter l'arrêt du chantier.

Pour l'ensemble du chantier, la durée de l'arrêt sera définie, en journée ou fraction de journée, au prorata des puissances des ateliers effectivement arrêtés au sens de l'alinéa ci-dessus, et donc compte tenu des puissances du matériel ayant fonctionné pendant la journée considérée.

En dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG une journée d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, prise en charge par la caisse de chômage 'intempéries', sera prise en compte dans le calcul du nombre de journées d'intempéries contractuelles, au titre du présent marché, uniquement si cette journée répond aussi aux critères d'une journée d'intempéries tels qu'ils sont définis conventionnellement ci-dessus dans le présent CCAP. Dans le cas contraire, cette journée ne rentrera pas dans le calcul du nombre de journées d'intempéries.

Le nombre de jours d'intempéries à prendre en compte sera arrêté hebdomadairement et consigné dans le journal de chantier.

La prolongation du délai d'exécution sera égale au nombre de journées d'intempéries constaté comme il est indiqué ci-dessus, diminué du nombre de journées d'intempéries prévisibles. Le nombre de journée d'intempéries prévisibles est mentionné dans chaque bon de commande.

Dans le cas d'une prolongation du délai d'exécution pour intempéries, celle-ci ne donnera lieu à aucune indemnité.

La station météorologique de référence choisie pour le relevé des phénomènes climatiques est la station météorologique Météo France la plus proche du chantier considéré, pour les précipitations et les températures.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG et en cas de retard sur des délais d'exécution d'un bon de commande, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1 000 €.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-4.1. Non-respect du programme d'exécution des travaux

Une pénalité forfaitaire de 1 000 € sera appliquée en cas de non-respect du programme d'exécution des travaux, sans mise en demeure préalable, en particulier en cas de retard ou report d'une prestation programmée, induisant une gêne à l'utilisateur ou nécessitant la mise en œuvre des moyens de l'exploitant, sans information préalable du titulaire au minimum vingt-quatre heures avant le début de l'opération.

Cette pénalité ne s'applique pas si :

- Le retard ou le report est à l'initiative du pouvoir adjudicateur ;
- Le report fait suite à des journées d'intempéries (telles que définies ci-avant) ;
- Si le retard ou le report est lié à un événement ayant le caractère de force majeure.

4-4.2.1. Retard de transmission de documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

4-4.2.1. Retard de transmission de documents fournis après exécution

En application de l'article 19.3, la pénalité forfaitaire pour non fourniture des documents exigés à l'article 9-5 du CCAP, est égale à la pénalité journalière relative au retard d'exécution

4-4.3. Non-respect du plan assurance qualité (PAQ)

En cas de non-respect du plan assurance qualité (PAQ) par le titulaire, une pénalité égale à 500 € par disposition du PAQ non respectée. Le titulaire aura obligation de mettre en place dans les plus brefs délais des dispositions pour respecter le PAQ.

4-4.4. Absence sur chantier sans prévenance

En cas d'absence sur chantier sans prévenance, une pénalité de 500 € sera appliquée pour chaque demi-journée d'absence constatée.

4-4.5. Absence à une réunion de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier (sans prévenance), le titulaire encourt une pénalité fixée à 250 € par absence constatée.

4-4.6. Dégradations ou défaut de nettoyage de la chaussée routière

En cas de pollution des chaussées circulées, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 150 € par mètre carré de surface de chaussée polluée. Le titulaire nettoiera les chaussées polluées à ses frais.

En cas de défaut de nettoyage des voiries de chantier et des itinéraires empruntés par les différents engins du chantier, éventuellement salis par ces derniers, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour chaque journée de défaut du nettoyage, sur simple constat du maître d'œuvre ou de son représentant.

4-4.7. Défaut de protection de l'environnement

Le titulaire prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour la protection de l'environnement et, en particulier, éviter tout rejet d'eaux polluées en provenance du chantier sans traitement préalable pour éviter tout stockage de produits pétroliers, de produits d'entretien et les déversements accidentels.

À cet effet, le stockage de l'ensemble des hydrocarbures se fera dans des bacs de rétention et les vidanges des engins ne seront admises que sur des surfaces étanches reliées à un dispositif décanteur – déshuileur, prévu dans les installations de chantier conformément à la législation et aux arrêtés préfectoraux d'autorisation.

Tout incident fera l'objet d'une pénalité de 4 600 €, tout dispositif manquant, d'une pénalité de 1 600 € et tout entretien déficient des dispositifs d'une pénalité de 800 €.

En outre, en cas de dommage, le titulaire s'acquittera de la réparation de ce dommage ainsi que du paiement de toutes les amendes, du préjudice éventuel au concessionnaire ou gestionnaire des réseaux dans le cas d'endommagement de ceux-ci et des éventuels frais de justice qui lui incomberont.

L'entreprise sera tenue de reprendre tous les matériaux déposés en dehors des zones destinées à cet effet, et de verser toute indemnité éventuelle aux riverains ou associations.

4-4.8. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu des éléments précisés ci-après.

À la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

4-4.9. Réparation des dommages

4-4.9.1 Dommages aux riverains

La responsabilité du pouvoir adjudicateur peut être recherchée pour les dommages que peuvent subir des tiers, au cours des prestations exécutées par l'entreprise.

Si aux termes de l'article 1384 du Code civil, le maître d'ouvrage demeure juridiquement responsable, il appartient à l'entreprise de le garantir.

C'est ainsi notamment que l'entreprise supportera le coût de toutes réparations et de toutes indemnités pour des interventions de son fait sur des emprises irrégulières ou n'ayant pas été

acquises par le maître d'ouvrage.

L'entreprise veillera à prendre toutes les dispositions de nature à respecter la propriété d'autrui.

4-4.9.2 Dommages causés aux tiers

Le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages aux tiers. Il aura à sa charge les indemnités à régler éventuellement aux tiers du fait des dommages dus à l'exécution des prestations.

Il renonce à l'avance à tout recours contre le pouvoir adjudicateur pour les conséquences éventuelles des dommages pouvant survenir du fait ou à l'occasion de ces prestations.

Il accepte de se substituer au pouvoir adjudicateur et de couvrir entièrement au cas où un recours serait exercé par un tiers à la suite de tels dommages du fait de l'exécution des travaux.

4-4.9.3 Dommages causés aux ouvrages existants

Lors de l'exécution des travaux, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires à la protection des ouvrages. Tous dommages constatés par le représentant du maître d'ouvrage comme étant du fait du titulaire donnera lieu à la remise en état à ses frais des parties d'ouvrages endommagées.

4-4.9.4 Dommages causés aux matériels du titulaire

Tout matériel livré ou déposé sur le site des travaux donnera lieu à la fourniture d'un état comportant notamment :

- La date d'expédition ;
- La référence au marché ou à la commande ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu, leur répartition par colis.

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge tous les frais d'assurance correspondants au dépôt sur le site des matériels et matériaux nécessaires aux prestations.

Le maître d'ouvrage n'assure pas le gardiennage et n'assume pas la responsabilité du dépositaire. Tous dépôts se feront aux risques et périls de l'entreprise.

4-4.10. Retard de remise en service de la circulation

Le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité forfaitaire de 1 000 € à laquelle s'ajoute 500 € par demi-heure de retard (dès la première minute) pour les travaux où l'heure de remise en service ou de levée des restrictions de la circulation (neutralisation de voies) est imposée.

Ce qui équivaut par exemple :

La remise en service d'un sens de circulation, initialement prévue à 16 heures, est effective à 16h45 (levée du balisage), il est appliqué une pénalité de : $1\,000 + 2 \times 500 = 2\,000$ €.

si une même prestation nécessite 2 jours d'intervention avec neutralisation de voies entre 9 h et 16 h, et que pour chacun de ces deux jours un retard de remise en service de 30 minutes est constaté (remise en service à 16h25 le 1er jour et 16h15 le deuxième jour), il est appliqué une pénalité de : $(1^{\text{er}} \text{ jour} : 1\,000 + 500) + (2^{\text{e}} \text{ jour} : 1\,000 + 500) = 3\,000$ €.

4-4.11. Retard de transmission des documents à fournir après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

4-4.12. Pénalité pour non-respect des règles destinées à assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs et des usagers

Une pénalité de 1 000 € sera appliquée pour chacune des infractions suivantes :

- Non-respect des règles de sécurité sur autoroute en service et des consignes données par le maître d'œuvre pour l'accès au chantier à partir de la plate-forme routière ;
- Non-respect des règles de circulation sur les voies publiques ;
- Non-respect des remarques verbales ou écrites du maître d'œuvre ou du coordonnateur concernant la sécurité.

Une pénalité journalière de 300 € par engin ou camion sera appliquée pendant toute la durée des infractions suivantes :

- Engin ou camion non conforme aux règles édictées au présent CCAP ;
- Compresseur, groupe électrogène, etc., contrevenant à la réglementation en vigueur relative aux bruits émis sur les lieux d'utilisation ;
- Camion circulant benne levée et fonctionnant sans système de contrôle de benne levée voyant + klaxon en ordre de marche.

4-4.13. Clauses sociales

Sans objet.

4-4.14. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.15. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-4.16. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique, par courriel par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Toute demande téléphonique sera confirmée par un courriel.

Elles sont ensuite confirmées par un bon de commande.

Elles concernent les reprises urgentes de dégradations occasionnant un problème de sécurité majeur sur un réseau routier prioritaire et potentiellement la fermeture temporaire de tout ou partie de l'axe.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 6h00 à 21h00) : délai de 6 heures ;
- En heures nuit (soit de 21h00 à 6h00) : délai de 6 heures ;
- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 6 heures.

Le délai commence à courir à partir de la confirmation par courriel du maître d'ouvrage d'effectuer l'intervention. Il est compté en heures/jours de non-intervention.

La commande financière sera lancée en parallèle.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire met à disposition un conducteur de travaux et un chef de chantier, justifiant d'une attestation AIPR encadrant.

Le titulaire doit de plus s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR opérateur.

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

7-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est ensuite effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le Code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

Avant-propos

Après sollicitation du maître d'œuvre, le titulaire établit un devis précisant les travaux à réaliser.

Chaque devis précise :

- La durée et la date de commencement de la période de préparation ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution des travaux (y compris le/les nom du/des ouvrage·s d'art concerné·s) ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- La référence du marché.

Après validation du devis, la commande est adressée sous forme de bon de commande signé par le maître d'ouvrage.

Elle est passée dans les conditions par échange dématérialisé selon les modalités définies à l'article 1-3.11.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 08h00 au vendredi 16h00, selon les modalités définies ci-dessus.

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

La prolongation de la période de préparation par ordre de service ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Le SOGED, remis pour la consultation, sera précisé par le titulaire en fonction du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 10 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L. 4532-8 du Code du travail, les plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

8-3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les dispositions particulières à réaliser pour les installations de chantiers seront, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

L'emplacement des installations de chantiers de l'entreprise sera déterminé avant les travaux, pour chaque bon de commande, avec le représentant du district ou du CEI.

Le maître d'ouvrage indiquera, s'il y a lieu, les terrains pouvant être éventuellement mis à disposition de l'entrepreneur pour ses installations.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Elles détailleront le cas échéant, les dispositions à prévoir en matière de laboratoire de chantier (qui devront être équipés des appareils nécessaires aux essais sur place prévus par le CCS), et des dispositions spécifiques à destination du maître d'œuvre (pour les chantiers de longue durée, elles pourront comprendre salle de réunion pouvant accueillir une dizaine de personnes, cette construction étant éclairée, climatisée...).

Pour l'ensemble des chantiers, le Code du travail en matière d'équipements mis à disposition du personnel s'applique.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal de la coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS,

sont également consignées dans le registre journal.

8-4.3.1 Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

8-4.3.2 Obligations du titulaire

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé ci-dessus.

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal de la coordination.

8-3.2.3 Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

8-3.2.4 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de la DIR Nord-Ouest.

La mise en place de la signalisation de chantier sera définie dans chaque bon de commande et

sera exécutée soit par le CEI concerné par les travaux, soit par le titulaire, selon la nature des dispositifs à mettre en place.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire mettra la signalisation conformément au dossier d'exploitation sous chantier (DESC) qu'il aura établi.

Avant le début des travaux, et au cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 – paragraphe c 'matériels mobiles' – alinéa 2 « feux spéciaux » de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I – 8^e partie 'signalisation temporaire' du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Les conditions dans lesquelles des restrictions peuvent être apportées seront définies dans chaque bon de commande. Elles pourront éventuellement être exécutées par le titulaire, selon la nature des dispositifs à mettre en place.

8-4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

8-4.7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Ne pas sortir de la zone de chantier avec des engins pouvant entraîner des matériaux (boue, gravillons...) sur la voie publique, et qui pourraient engendrer des risques pour les usagers des voies hors chantier ;
- Respecter les déviations imposées par les travaux, sauf dérogations particulières du gestionnaire du réseau.

Tout dommage sur le lieu public résultant du non-respect de ces règles sera entièrement à la

charge du titulaire, conformément à l'article 34.2 du CCAG.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Les travaux seront interrompus conformément à la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 et au calendrier établi chaque année « de jours hors chantier » établi par le ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Une réception est effectuée à l'issue de chaque commande.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour des opérations préalables à la réception, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des équipements et les conditions de garantie de leur fabricant, les constats d'évacuation des déchets.

Le titulaire remet au maître d'œuvre un dossier des ouvrages exécutés (DOE) dont les modalités particulières de leur remise (délai et mode de transmission entre autres) seront précisées dans chaque bon de commande.

Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Conformément à l'article 40 du CCAG, les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE), ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du DIUO seront remis aux mêmes destinataires dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la décision de réception de travaux.

9-5.1. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le contenu du DOE est fixé comme suit (liste non-exhaustive) :

- Le bordereau des pièces, mentionnant le nom et la localisation de l'ouvrage ;
- Le programme et le calendrier réel d'exécution des travaux ;
- Le dossier des études particulières (le cas échéant) ;
- Le PV des opérations préalables à la réception (y compris levées de réserves) ;
- Le PV de réception ;
- Les notes de calcul ;
- Les documents relatifs aux ouvrages provisoires ;
- Le plan d'assurance qualité comprenant les éléments du contrôle intérieur (y compris les PV de réception des fournitures et matériaux, les fiches de non-conformité) et les résultats du contrôle extérieur (le cas échéant) ;
- La correspondance relative à l'exécution des travaux ;
- Les comptes-rendus de réunions de chantier, les constats d'événements et les quantités mises en œuvre ;
- Les comptes-rendus d'incidents et les calculs éventuels les accompagnant ;
- Le journal de chantier ;
- Les plans certifiés conformes à l'exécution ;

- Le dossier photographique ;
- Les documents relatifs aux épreuves ;
- Les notices de fonctionnement, d'entretien ;
- La liste des diverses garanties avec les dates d'expiration ;
- Le bilan d'élimination et de gestion des déchets prévu au CCTP ;
- Le bilan des émissions de gaz à effet de serre prévu au CCTP.

Les bons de commande précisent les documents à fournir après exécution outre la liste précitée.

9-5.2. Forme des fichiers

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés.

Les plans seront remis sous le format dwg, dxf pour Autocad.

Les autres documents seront fournis sous le format :

- ppt, doc, xls, pour Microsoft Office ;
- sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice ;
- pdf.

Les documents ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.

Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Sans objet.

9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

9-7.6. Garantie particulière des joints de dilatation des ouvrages d'art

Le titulaire garantit la bonne tenue des joints de dilatation (de chaussée et de trottoirs) contre tout défaut pendant un délai de 5 ans à partir de la date de réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, toutes les recherches sur l'origine des désordres et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux désordres ou aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions de mise en œuvre et d'emploi (défaut d'étanchéité, fissure de retrait entre le joint et le solin et/ou entre le solin et la chaussée et/ou entre le joint et la longrine, décalage altimétrique, mauvaise tenue mécanique...).

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

CCAP		
L'article 1-1	Déroge à	L'article 28.1 du CCAG
L'article 1-6.3	Déroge à	L'article 8.1.3 du CCAG
L'article 2	Déroge à	L'article 4.1 du CCAG
L'article 3-2.2	Déroge à	L'articles 9.1.1 du CCAG
L'article 3-2.3	Déroge à	L'articles 14.4.3 du CCAG
L'article 3-2.5	Déroge aux	Articles 12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
L'article 3-2.7	Déroge à	L'article 10.4 du CCAG
L'article 3-5	Déroge aux	Articles 3.8.1 et 13.5 du CCAG
L'article 3-6	Déroge à	L'article 14.4.3 du CCAG
L'article 4	Déroge à	L'article 19.2.1 du CCAG
L'article 4-2	Déroge à	L'article 19.2.3 du CCAG
L'article 4-3	Déroge aux	Articles 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG
L'article 4-3.1	Déroge aux	Articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG
L'article 6-3	Déroge aux	Articles 24.7 et 24.5 du CCAG
L'article 7-5	Déroge à	L'article 27.3.1 du CCAG
L'article 8-1	Déroge aux	Articles 28.1 et 28.2 du CCAG
L'article 9-1.1	Déroge à	L'article 24.7 du CCAG
L'article 9-1.2	Déroge à	L'article 38 du CCAG
L'article 9-2.1	Déroge aux	Articles 41.2.2 et 41.1.3 du CCAG
L'article 9-5.2	Déroge à	L'article 40 du CCAG

L'article 10

Déroge à

L'article 50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes